

POLITIQUES PUBLIQUES ET DIVERSITES

Les squats de migrants, une forme d'habitat participative au service du droit au logement

Description de l'atelier :

L'occupation temporaire de logement vide est aujourd'hui devenue une réponse à un besoin non satisfait : celui du droit au logement et du droit à la ville. Dans cet atelier nous proposons de porter un regard différent sur une forme de gouvernance d'habitat participative. Nous retracerons le parcours d'une lutte sociale d'un collectif lyonnais d'aide aux migrants à travers l'occupation d'un logement vide et nous aborderons des initiatives menées pour la fonction sociale du foncier en

Amérique du Sud.

Intervenants : Charlène Lemarié, membre du « collectif » d'Habitat en Mouvement ; Arnaud de Rivière de la Mure, soutien pour le collectif de l'Amphi Z à Lyon

INTRODUCTION

Il nous semblait important - dans un contexte de crise du logement et de crise sociale lié à la situation migratoire – de revenir sur l'actualité ; celle des occupations de logements vides par des collectifs et associations d'aides aux migrants. La notion de droit au logement et de celle de droit à la ville est encore trop peu présente dans les médias et discours politiques français, pour autant la fonction sociale de ces espaces occupés n'est pas à occulter de la notion d'habitat participative. En effet, ces squats apparaissent comme des espaces tremplins conçus, créés et gérés collectivement par des groupes de citoyens cherchant alors un projet de vie meilleure ! Des initiatives dans ce domaine existent en Amérique du sud, source d'inspiration pour promouvoir la production et la gestion sociale de l'Habitat en France.

LE SQUAT DE L'AMPHI Z

Le terme de « squat » recouvre bien souvent des réalités très différentes comme le squat de vie et celui d'habitation. Dans ce cadre, de l'Amphi Z, nous sommes dans un cadre d'habitation qui partage des valeurs communes et des similitudes avec l'Habitat Participatif : démocratie directe, autogestion des espaces communs, aide mutuelle...

Avant d'aborder la troisième partie « Question de gouvernance(s) à l'AMPHI Z », nous avons expliqué les différentes étapes d'expulsion des différents campements de migrants sur Lyon puis nous avons projeté 10 minutes d'un reportage sur l'AMPHI Z qui a été réalisé début juin par USUL : « Refugees Welcome » : <https://www.youtube.com/watch?v=-Ni9V-cD6vA>

Le processus participatif du squat est une lutte difficile et longue mais qui progresse de jour en jour. Le rôle des soutiens est nécessaire dans ce processus d'accompagnement à l'autogestion mais ces derniers ont dû travailler sur ce rôle auprès des migrants pour sortir de la logique « humanitaire ».

La logique autogestionnaire a donc fini par s'imposer. Les soutiens ayant petit à petit transmis leur logique de fonctionnement aux habitants pour qu'ils puissent s'organiser et développer leur autonomie. Différentes commissions se sont mises en place (logistique, vie du lieu, propreté ...) afin de répartir les tâches entre les 150 habitants du squat et que cet espace devienne un véritable espace de vie.

LE SQUAT COMME VECTEUR D'INTEGRATION SOCIALE MAIS AUSSI URBAINE

En effet, le bon voisinage est fondamental à la bonne vie du squat. Des AG avec des gens de l'extérieur sont prévues toutes les semaines ainsi que des journées portes ouvertes. Face à l'ennui et à l'attente, des migrants font du bénévolat dans le centre social de quartier ou encore au sein de différentes associations en fonction de leurs compétences. Des ateliers de coiffure et de mécanique, ouverts sur le quartier, ont été créés aussi au sein du squat.

LE SQUAT COMME ESPACE D'ACCES AUX DROITS

Des permanences de soin, administratif et juridique sont organisées par des soutiens. Le squat sert ainsi de lieu d'organisation et de rassemblement pour l'organisation de la lutte politique dans la vue d'obtenir le dédoublage puis la régularisation des habitants. Les espaces communs servent à préparer les banderoles, rédiger les tracts et sert de salle de réunion. En plus d'être un espace de survie, le squat apparaît donc comme un lieu de construction de lutte politique.

Le logement reste encore un objet de spéculation immobilière à forte intensité capitaliste. A Lyon le taux de logement inoccupés est de 8.4% (selon l'INSEE 2017), mais la Métropole assigne tout de même en justice les habitants de l'AMPHI Z. Alors qu'aucune solution de relogement est proposée, l'AMPHI Z se retrouve sous des menaces constantes d'expulsions ; une véritable aberration puisque que ce squat répond à la crise du logement.

LA FONCTION SOCIALE DU FONCIER EN AMERIQUE DU SUD

A Sao Paulo, au Brésil, la mobilisation des mouvements sociaux ont permis de faire avancer la question du droit au logement via la notion de fonction sociale de la terre qui place la légitimité d'un toit devant des intérêts spéculatives du foncier. La volonté politique de la ville a permis de dégager des financements publics pour des concessions de droits d'usage et/ou des baux emphytéotiques aux familles occupantes ainsi que des fonds pour la rénovation des bâtiments en logements. Quand l'habitant est considéré comme un acteur de la ville et que le droit à la ville est respecté des initiatives intéressantes à prendre en exemple !

La Production Sociale et la Gestion de l'Habitat (PSGH) est un terme latino-américain qui reconnaît le savoir-faire des habitants dans le processus de construction de la ville. La PSGH est basée sur la notion de ville solidaire, la ville productive et la ville évolutive.

INTERVENTIONS ET PHRASES CLES

Interventions :

- Retour d'expérience d'un migrant-gérant vivant dans un squat à Nantes sur l'organisation interne.
- Retour d'intervenant vivant à Poitiers, Grenoble, Toulouse et Bordeaux pour parler des squats et du lien avec les villes. Quand il y a une volonté de politique, les expulsions ne sont pas forcément systématiques
- Retour d'habitants d'Habitat Participatif ayant une politique d'accueil auprès des personnes les plus démunies à travers la mise à disposition d'appartements dédiés au plus démunies et/ ou aux réfugiés.
- Débat sur les grands voisins et le processus de récupération par la ville de Paris : Limites d'un tel projet d'occupation.
- Projets HP : accueille migrants !

Phrases clés :

« Quand la légitimité dépasse la légalité, le pouvoir populaire peut parvenir à transformer l'action publique et donc de faire changer les politiques foncières et les logiques spéculatives. »

« Le droit au logement ne doit pas être le seul résultat des producteurs de logements mais doit être celui également des habitants afin que la ville soit plurielle. »

« Le squat est une solution à une crise du logement et quand il est considéré comme un espace tremplin d'accès aux droits il peut devenir un véritable espace d'émancipation et d'intégration sociale. »